



Centre de **Management** Euro - Amérique Latine

Centro de Management **Euro - Latinoamericano**

Biarritz

“2èmes Rencontres Europe Amérique latine”

2 et 3 novembre 2001
BIARRITZ

**Synthèses
des tables rondes**

Synthèse table ronde
"La crise économique actuelle va-t-elle avoir une incidence sur le développement des courants commerciaux entre l'Europe et l'Amérique latine"

Animation : Claude Sérillon

Intervenants :

- Philippe Faure, Ambassadeur de France au Mexique,
- Gustavo Carvajal Moreno, Député, Président de la Commission des Affaires Etrangères, (Mexique),
- Xabier de Irala, Président Directeur Général, Ibéria, (Espagne)
- Franck Riboud, Président Directeur Général, Groupe Danone, (France),
- Carlos Quintanilla Schmidt, Vice-Président de la République, (Salvador),
- Yves Thibault de Silguy, Directeur Général de Suez, (France),

Les intervenants latino-américains se sont tous accordés à dire que les événements du 11 septembre ont des répercussions importantes sur trois sources de richesse pour bon nombre de pays :

- le tourisme, surtout en provenance des Etats-Unis et aussi à un degré moindre, d'Europe,
- les transferts d'argent vers leurs familles restées au pays, opérés par les émigrés latino-américains, principalement établis aux Etats-Unis ; ils sont généralement l'une des deux ou trois principales sources de devises.
- sur les exportations, la plupart des pays latino-américains étant très dépendants des USA en la matière, certainement trop.

La crise actuelle est aussi un bon révélateur, si besoin était, de l'insuffisance des infrastructures (les télécommunications, énergie, réseaux routiers, équipements touristiques, etc).

Les pays trop dépendants des Etats-Unis, et qui souffrent maintenant d'une dépendance aussi forte, attendent beaucoup de l'Europe qui ne doit pas négliger la remarquable opportunité qui se présente de gagner des parts de marché, dans un contexte économique moins favorable que d'habitude pour les Etats-Unis.

Sauf le cas particulier de la Colombie, les problèmes de sécurité ne doivent pas être un frein car la situation s'est nettement améliorée.

Les intervenants européens ont pour leur part fait remarquer que la part de l'Union Européenne dans les échanges commerciaux avec l'Amérique latine est supérieure à celle des Etats-Unis et que le ralentissement économique mondial n'affecte guère le volume des échanges.

Ont été mis en avant *les clefs de la poursuite du développement des échanges commerciaux avec l'Amérique latine* :

- le développement de l'investissement direct, vivement encouragé et recommandé par les latino-américains présents,
- la libéralisation commerciale que les pays latino-américains sont vivement encouragés à entreprendre sur le modèle du Mexique,
- les liens interculturels très forts qu'il convient de renforcer encore.

Plusieurs intervenants ont enfin exprimé le souhait que les institutions européennes, très accaparées par les relations avec l'Asie et l'Europe de l'Est, se tournent un peu plus vers l'Amérique latine, très porteuse d'avenir.

Synthèse de la table ronde
« Intégration régionale, monétaire et économique »

Animée par : Bernard Guetta.

Intervenants :

Xabier Albistur, Sénateur, Espagne
Michel Camdessus, ex-Directeur Général du FMI, France
Alain Juppé, ex-Premier Ministre, Député Maire de Bordeaux, France
Benjamin Ortiz, ex-Ministre des Affaires Etrangères, Equateur,
John MacArthur, Editeur, Harper's Magazine, USA
Fernando de Mateo Venturini, Secrétaire d'Etat à l'Economie, Mexique,
Fernando Sánchez-Albavera, Directeur de l'ILPES (Nations Unies), Pérou

L'intégration apporterait aux pays d'Amérique latine des avantages certains : réduction du coût des transactions, confiance des investisseurs, alignement des taux, meilleure position dans la négociation face aux voisins du Nord, etc.

L'intégration contribuerait aussi à un nouvel équilibre des pouvoirs dans le monde, l'intérêt de tous, Etats-Unis compris, étant que le monde soit organisé en pôles de puissance.

Mais les difficultés pour aller vers une intégration de fait, qui demandera beaucoup de temps et d'efforts, sont à la hauteur de l'enjeu.

Ainsi l'exemple européen montre la nécessité d'un ajustement sérieux des politiques économiques qui ne soit pas un ajustement solitaire, mais le résultat d'un dialogue convergent entre les pays.

Autres facteurs évoqués qui faciliteraient une telle évolution : création de véritables marchés intérieurs, développement des interconnexions énergétiques entre pays (électricité, gaz), ... et aussi l'aide de l'Europe qui devrait accorder plus d'importance dans ses priorités à l'Amérique latine.

L'intégration monétaire, composante importante de l'intégration globale souhaitée par tous les intervenants, se heurte à l'existence de situations très diverses en matière de monnaies ; à la tendance naturelle pouvant pousser à la dollarisation est nettement préféré le lancement d'une monnaie latino-américaine (le latino ?, le bolivar ?...).

En fait, les pays d'Amérique latine doivent choisir entre exister collectivement en tant qu'entité ou bien entrer dans une grande zone de libre échange, dollarisée. Le choix leur appartient, mais l'Europe, forte de son expérience, devrait pouvoir aider à ce choix.

S'agissant de l'intégration en Europe, l'intégration monétaire est une réalité grâce à l'Euro, mais il n'en est pas de même de l'Europe politique. D'un long débat sur les Etats, placés entre le multilatéralisme au niveau européen et le régionalisme qui progresse, il ressort qu'ils continuent et continueront sans doute à jouer un rôle important.

<p>Synthèse de la table ronde Le développement durable : de nouvelles perspectives ?</p>
--

Animée par : Bernard Guetta.

Intervenants :

- Loïc Capéran, Directeur Général Délégué, EDF, France
- Carlos Flores Alcocer, Conseiller Du Président Vicente Fox, Mexique,
- Bernardo Kosacoff, Directeur département, CEPAL, Argentine
- Robert Mahler, Président d'Alstom France,
- Jaime Ravinet de la Fuente, Ministre de l'Urbanisme, du Logement et des Biens nationaux, Chili,
- Dominique Strauss-Kahn, ancien Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, France.

Le développement durable, définie par les Nations Unies comme étant « un mode de développement qui répond aux besoins du présent, sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs », concilie trois ambitions : la croissance économique, le respect de l'environnement et l'équilibre social.

Les intervenants, tous d'accord sur l'obligation qu'ont les pays et les entreprises de placer le développement durable au cœur de leurs stratégies, en s'assurant que le développement des activités ne se fasse pas au détriment de l'humain ou de l'environnement, se sont d'abord attachés à définir les conditions de mise en œuvre du concept.

Sans système démocratique, synonyme de liberté et de respect des personnes, sans un mode de gouvernement efficace, sans développement économique, il n'est pas possible de parler de développement durable.

La qualité des institutions, la décentralisation des pouvoirs au niveau des régions et des municipalités, lesquelles doivent jouer un rôle de premier plan, sont d'autres conditions de base .

Parmi les facteurs favorables ont été cités la capacité d'innover, la qualification des ressources humaines, l'éducation des citoyens, l'importance du tissu des petites et moyennes entreprises, la qualité des produits et des matériels.

Tout développement doit être respectueux de l'environnement, sans vouloir pour autant aligner l'ensemble des pays, développés ou en voie de développement, sur les mêmes objectifs ; a été soulignée, par ailleurs, la contradiction observée chez les défenseurs de l'environnement, consistant à rejeter l'énergie nucléaire tout en étant préoccupés par la lutte contre l'effet de serre.

L'accent a été mis aussi sur les aspects humains, sur la réduction des inégalités sociales au sein des pays et des inégalités entre pays.

Enfin, pour que le développement profite à tous et soit donc durable, il conviendrait que soient mises en place des procédures adaptées, que soit sollicitée la solidarité internationale au travers de partenariats, d'investissements directs et de recherche de solutions au problème de la dette.

Comme cela a été dit en conclusion, le développement devrait être , en fait, un développement partagé.

Synthèse de la table ronde
"L'environnement des affaires en Europe et en Amérique Latine : conditions
d'investissement, risques et partenariat. "

Animée par : Bernard Guetta

Intervenants:

- Jean René Fourtou, Vice-Président d'Aventis, (France)
- Ricardo Guajardo Touché, Président Executif de Bancomer, (Mexique)
- Patricio Leiva, Directeur des Affaires Economiques Européennes, Ministère des Affaires Etrangères , (Chili)
- Luis Carlos Villegas, Président de l'ANDI, Association Nationale des Industriels de Colombie, (Colombie)
- Guillermo Cadena Azevedo, Président de la Chambre de Commerce Internationale (Mexique).

Les intervenants ont chacun présenté une vision optimiste des marchés latino-américains, mettant l'accent sur l'ouverture croissante des économies intervenue ces dernières années du fait de réformes structurelles profondes engagées par les gouvernements afin de faire face aux crises intervenues.

Certains considèrent même que l'Amérique Latine constituera dans les cinq prochaines années, une zone de croissance supérieure à l'Europe et aux Etats-Unis.

Parmi les facteurs de succès pour introduire les marchés latino-américains, il faut noter :

- une gestion financière alerte en évitant de trop s'endetter afin de pouvoir faire face aux crises financières et aux dévaluations pouvant survenir,
- une technologie et des produits innovants,
- le recours à du personnel local auquel il faut faire confiance est plus à même de réagir aux évolutions du marché et mieux impliqué dans les affaires locales,
- des objectifs d'investissements et de développement à long terme.

Les progrès réalisés en matière de lutte contre le crime organisé et la délinquance ont aussi été évoqués, ainsi que la nécessité de moderniser le système fiscal, le système social.

Tandis que certains intervenants plaidaient en faveur d'un développement passant par la globalisation des marchés, a été dénoncé un mécanisme à deux vitesses avec d'une part des contraintes très lourdes pesant sur les multinationales et une économie locale parallèle ayant tendance à se soustraire à ces règles.

<p>Synthèse de la table ronde "Intégration culturelle et cohésion sociale en Amérique latine et en Europe"</p>
--

Animateur : Claude Sérillon

Intervenants :

- Giuseppe Borga, Représentant spécial du Gouvernement italien auprès de l'OEA, Italie
- Graciela Fernández-Meijide, ex-Ministre du Développement social et de l'environnement, Argentine
- Jorge Alberto Lozoya, Secrétaire Général du Secrétariat de Coopération Ibéroaméricaine,
- Alfonso Alem Rojo, Directeur exécutif Fondation Rigoberta Menchú Tim, Mexique

Au moment où les opinions publiques subissent encore le choc des attentats du 11 septembre dernier, on peut se demander si la volonté de placer le débat sur le terrain du choc des civilisations est opportun.

Mais ce qui est certain c'est que cette démarche donne ou redonne du poids à la place que la culture doit occuper dans les relations entre sociétés, nations, sous-ensembles continentaux et au sein même de chaque pays.

Le cas particulier de l'Argentine a été, dans ce cadre, souvent évoqué. L'intégration culturelle de ce pays a constitué un modèle jusqu'au début des années 70 mais est actuellement paralysée en raison d'une rupture de la cohésion sociale. L'Argentine constitue aujourd'hui une sorte de laboratoire de désintégration sociale qui met en péril l'intégration culturelle tant au niveau national qu'à celui du Mercosur. Il suffit de se souvenir du formidable mouvement d'immigration qu'a connu ce pays au début du XXème siècle, symbole d'intégration culturelle des différents pays d'Europe pour comprendre combien il ressent actuellement le besoin de se rapprocher de la mère patrie et de l'Union Européenne. La crise du modèle de l'état-nation face aux problèmes mondiaux a été mise en évidence, du fait de la grande variété des sociétés et de la grande diversité des langues et cultures.

La résurgence du phénomène régionaliste souligné par Jordi Pujol, en est un exemple ; le problème du Chiapas au Mexique en est un autre. Les acteurs sociaux, chaque fois plus nombreux, mettent en avant leur identité culturelle. Il faut donc qu'il y ait une volonté politique forte qui reconnaisse les diverses identités culturelles et la dignité humaine.

S'agissant des langues (le Mexique à lui seul réunit 52 langues indigènes - et l'Espagne reconnaît 5 langues officielles) et des cultures, il convient de les préserver à tout prix et donc de renforcer les identités.

Le rôle de l'éducation a été reconnu comme primordial pour l'émergence des identités culturelles et pour le développement social.

Mais encore faut-il que les décideurs en termes d'éducation et de culture ne se réfèrent pas exclusivement au modèle du Nord. Les industries culturelles qui inondent l'Amérique Latine viennent presque exclusivement des USA, surtout dans le domaine des médias et de la culture de masse ; cela peut représenter une menace pour l'identité culturelle latino-américaine qui va au-delà de l'identité nationale puisque de nombreux pays ont une histoire et une langue communes. Enfin il ne faut pas négliger le problème de l'exclusion qui frappe si durement les pays de l'Amérique Latine et notamment les pays andins. Ce phénomène existe en Europe mais il est différent. Les progrès de la communication peuvent juguler l'exclusion sociale et favoriser le développement culturel.

Enfin, a été soulignée la valeur d'exemple que peut jouer l'intégration européenne dans les tentatives d'intégration régionale ou continentale en Amérique Latine.

Intégration culturelle et cohésion sociale sont donc les deux faces d'une même monnaie, celle qui sert à contrôler le développement rationnel d'un pays par la mise en place d'institutions fortes, d'un système éducatif efficace et généralisé, par l'accès à la culture pour tous, par le renforcement des coopérations en matière de recherche, d'éducation et de santé.

<p>Synthèse de la table ronde "Un marché unique de l'énergie en Amérique ?"</p>

Animée par : Claude Sérillon

Intervenants :

- José Luiz Alquéres, Président d'Alstom Brésil,
- Alberto Calderón, Président d'Ecopetrol, Colombie,
- Michel Gaillard, Président de Light, Brésil,
- Wagner Granja Victor, Secrétaire d'Etat à l'Energie de la province de Rio de Janeiro, Brésil,
- Rafaël Miranda, Administrateur délégué du Groupe Endesa, Espagne,
- Dionisio Pérez Jacome, Président de la Commission Régulatrice de l'Energie, Mexique,
- Alejandro Sruoga, Vice-Ministre des Infrastructures et du Logement, (Argentine)

Dans une zone marquée par de très fortes différences dans les situations énergétiques, par des croissances fortes, et par de grandes divergences de prix, les avantages que procurerait une intégration en matière d'énergie sont indiscutables :

- investissements moindres, ce qui signifie moins de capital et d'atteinte à l'environnement,
- plus grande sécurité d'approvisionnement,
- meilleure gestion des complémentarités entre pays, surtout au niveau de la production, dont les coûts marginaux baisseraient.

La collectivité, les entreprises, les consommateurs, seraient les grands bénéficiaires d'une telle évolution.

Mais les difficultés pour l'intégration, qui ne pourrait raisonnablement concerner que les énergies transportables par réseau (gaz et électricité) et non celles qui voyagent en vrac (pétrole, charbon) ou les locales (énergies renouvelables), sont sérieuses. Il conviendrait ainsi, de :

- faire converger les politiques macro-économiques (monnaie, réglementations douanières, subventions, etc.),
- harmoniser les règles juridiques, les politiques fiscales, les régulations, avec établissement de règles du jeu claires qui donnent confiance aux investisseurs,
- renforcer les interconnexions entre pays, très insuffisantes.

Ces évolutions ne seraient possibles qu'en présence d'une volonté politique forte tendant à mettre en place une intégration à deux niveaux :

- à l'intérieur de chaque pays d'abord, car les modèles énergétiques sont nombreux et forts différents,
- entre pays ensuite, démarche qui requiert au préalable un minimum d'intégration politique entre les différents pays latino-américains.

Synthèse table ronde "Les défis de l'éducation"
--

Animation : Claude Sérillon

Intervenants :

- Guy de Téramond, Ministre des Sciences et de la Technologie, Costa Rica
- Anibal Jozami, Recteur de l'Université 3 de Febrero, Argentine
- Carlos Quenan, Maître de conférences à l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique latine à Paris,
- Arturo Héber, Député et Vice-Président de la Commission des Affaires Etrangères, Uruguay,
- Carlos Montemayor, Ecrivain-Universitaire, Mexique.

Tous les intervenants se sont mis d'accord sur le fait que l'éducation des enfants et des adultes est la base de tout, et qu'elle est indispensable pour obtenir de la croissance, tant intellectuelle qu'économique.

L'éducation n'est pas seulement un indicateur du développement économique d'un pays ; c'est aussi un des indicateurs basiques du développement social d'une société.

Il est fondamental de pouvoir parfaire les systèmes éducatifs, en diversifiant l'offre, en investissant dans les secteurs de la population les plus vulnérables, en mettant l'accent sur le rôle de l'éducation comme instrument d'équité sociale.

Est cité l'exemple argentin, avec une loi établissant une éducation similaire pour tous, indépendamment de l'origine sociale.

Mais aujourd'hui nous sommes arrivés à l'injustice qui consiste à faire payer par les gens les plus pauvres un système éducatif auquel ils ne peuvent pas prétendre.

Il est cependant beaucoup plus difficile de transformer le secteur de l'éducation que d'autres, qui s'adaptent beaucoup plus rapidement aux évolutions du contexte mondial.

Le développement et l'évolution de l'éducation ne doivent pas dépendre exclusivement de décisions étatiques ; c'est l'affaire de toute une société, de chacun de ses agents.

Lors du Sommet de Rio de 1999, la nécessité de développer et d'encourager une relation euro-latino-américaine étroite en matière d'éducation supérieure, avait été soulignée.

Les ministres de l'éducation européens et latino-américains se sont alors réunis en novembre 2000, et ont décidé de créer un *espace euro-latinoaméricain d'éducation supérieure* tendant à :

- créer et développer de nouveaux diplômes,
- encourager les équivalences entre les diplômes des deux continents.

Un des intervenants latino-américain a regretté que dans certains domaines, les universités européennes, et plus particulièrement celles de l'Europe du Nord, soient peu enclines à collaborer avec des universités latino-américaines.

Or, il paraît primordial de rappeler qu'il ne peut y avoir des pays qui produisent la connaissance et d'autres qui seraient de simples utilisateurs.